

Informations statutaires

Police municipale

Décret 2014-1597 du 23 décembre 2014 revalorise la carrière des agents de la PM (cat C) et des directeurs de police municipale (cat A). Il crée :

- un échelon spécial après le 9^e échelon de brigadier-chef principal et après le 7^e échelon de chef de PM
- un grade d'avancement dans le cadre d'emplois des directeurs de PM qui comprend désormais les grades de directeur de PM et directeur principal de la PM. Ce grade d'avancement comporte 8 échelons.

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015

Décret 2014-1598 du 23 décembre 2014 fixe le traitement indiciaire afférent à l'échelon spécial commun aux grades de brigadier-chef principal et de chef de police : indice brut 574 Il fixe aussi le traitement indiciaire afférent à chaque échelon du grade de directeur principal de PM

ECHELONS	INDICES BRUTS JANVIER 2015
8 ^e échelon	801
7 ^e échelon	780
6 ^e échelon	745
5 ^e échelon	710
4 ^e échelon	675
3 ^e échelon	640
2 ^e échelon	605
1 ^{er} échelon	580

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015

Classement échelle 6

Décret 2014-1649 du 26 décembre 2014 prévoit les modalités de classement des fonctionnaires relevant d'un grade doté de l'échelle 6.

Situation dans le grade de l'échelle 5	Situation dans le grade de l'échelle 6	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil
12 ^e échelon	7 ^e échelon	Sans ancienneté
11 ^e échelon	6 ^e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10 ^e échelon	6 ^e échelon	Sans ancienneté
9 ^e échelon	5 ^e échelon	Ancienneté acquise
8 ^e échelon	4 ^e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7 ^e échelon	3 ^e échelon	Ancienneté acquise
6 ^e échelon	2 ^e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5 ^e échelon	1 ^{er} échelon	Ancienneté acquise au delà d'un an

Les agents qui se trouvaient au 3^{ème} échelon d'un grade relevant de l'échelle 6 au 1^{er} février 2014 sont reclassés en prenant en compte la situation qui aurait été la leur au 29 décembre 2014 s'ils avaient été reclassés avec conservation de l'ancienneté acquise dans la limite de 2 ans.

Entretien professionnel

Décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 rend obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015 l'entretien professionnel.

Les points principaux sur lesquels l'entretien porte sont :

- Les résultats professionnels ;
- Les objectifs assignés au fonctionnaire pour l'année à venir et les perspectives d'amélioration de ses résultats professionnels ;
- La manière de servir du fonctionnaire ;
- Les acquis de son expérience professionnelle ;
- Le cas échéant, ses capacités d'encadrement ;
- Les besoins de formation de fonctionnaire ;
- Les perspectives d'évolution professionnelle du fonctionnaire en termes de carrière et de mobilité.
- Les critères à partir desquels la valeur professionnelle est appréciée sont :
 - Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
 - Les compétences professionnelles et techniques ;
 - Les qualités relationnelles ;
 - La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Les modalités d'organisation, de déroulement, de compte rendu et de transmission de l'entretien professionnel annuel sont identiques à celles qui étaient prévues à titre expérimental. Le délai de notification au fonctionnaire ainsi que le renvoi du compte rendu signé est de quinze jours. Le fonctionnaire peut saisir l'autorité territoriale d'une demande de révision du compte rendu. Il dispose pour cela de quinze jours francs suivant la notification. L'autorité territoriale notifie sa réponse dans les quinze jours de la réception de la demande de révision.

Sur demande de l'agent et après que ce dernier a exercé sa demande de révision, la CAP peut demander à l'autorité territoriale la modification du compte rendu. Elle est saisie dans le délai d'un mois à compter de la date de notification de la réponse formulée par l'autorité territoriale dans le cadre de la demande de révision.

Indemnités de sujétions de la filière sportive

Arrêté du 4 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 20 novembre 2013 fixant le taux de référence annuel de l'indemnité de sujétions allouée aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse. La transposition dans la fonction publique territoriale est prévue pour les agents du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives. Cette indemnité mise en œuvre sur délimitation de la collectivité a pour objectif de prendre en compte les sujétions imposées par l'exercice des fonctions et la réalisation d'heures supplémentaires. Dans ce cadre, l'arrêté du 4 décembre 2014 prévoit que le taux de référence annuel de cette indemnité est applicable jusqu'au 31 décembre 2015 et reste fixé à 4 960 €.

Nouveaux taux de cotisation CNRACL à compter du 1^{er} janvier 2015

Année	Part agent	Part employeur
2015	9,54 %	30,50 %
2016	9,94 %	30,60 %
2017	10,29 %	30,65 %
2018	10,56 %	30,65 %
2019	10,83 %	30,65 %
A compter de 2020	11,10 %	30,65 %

Grille indiciaire des catégories C et B

Décret n° 2014-80 du 29 janvier 2014 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux agents de la catégorie C et de la catégorie B de la fonction publique territoriale

Une première modification indiciaire avait eu lieu au 1^{er} février 2014. À compter du 1^{er} janvier 2015, l'ensemble des grades des échelles 3, 4, 5 et 6 de la catégorie C bénéficie d'une revalorisation indiciaire de 5 points majorés.

Pour le premier grade du nouvel espace statutaire de la catégorie B (NES) et le grade de moniteur-éducateur et intervenant familial, les quatre premiers échelons ainsi que les huitième et dixième échelons bénéficient également d'une modification des indices de traitement en fonction du tableau suivant

Échelons	Échelle indiciaire à compter du 1 ^{er} janvier 2015					
	1	2	3	4	8	10
Indices bruts	348 (+8)	352 (+10)	356 (+9)	360 (+1)	438 (+2)	488 (+2)
Indices majorés	326 (+5)	329 (+6)	332 (+7)	335 (+1)	386 (+2)	422 (+2)

Indemnisation du congé maternité en cas de décès de la mère

Loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015

En cas de décès de la mère au cours de la période entre la naissance de l'enfant et la fin de l'indemnisation prévue par son régime d'assurance maternité, le père bénéficie d'un droit à congé, avec traitement, pour la durée restant à courir entre la date du décès de la mère et la fin de la période d'indemnisation dont elle aurait bénéficié.

Le fonctionnaire bénéficiaire de ce droit à congé peut demander le report de tout ou partie de ce congé.

Prolongation en 2015 de l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat

Décret n° 2015-54 du 23 janvier 2015 modifiant le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA).

Pour la mise en œuvre de la garantie en 2015, la période de référence est fixée du 31 décembre 2010 au 31 décembre 2014 pour l'application de la formule servant à déterminer le montant de la garantie versée.

Un arrêté est attendu pour la détermination du taux d'inflation et de la valeur moyenne du point.

- taux de l'inflation : + 5,16 % ;
- valeur moyenne du point en 2010 : 55,4253 euros ;
- valeur moyenne du point en 2014 : 55,5635 euros.